

Le ministère de l'Instruction publique : vitesse et lenteur

al-Siyasa, 31 décembre 1923

Tout le monde s'accorde à dire qu'il y a, au ministère de l'Instruction publique, une vie après la mort — ou, à tout le moins, un mouvement après l'immobilité — mais on ne s'accorde pas sur la nature de ce mouvement : les uns le trouvent si rapide que cette rapidité même l'empêche de bien faire les choses et de les mener à leur perfection ; les autres le trouvent si lent que cette lenteur pourrait bien l'empêcher d'atteindre une partie de ce qu'il vise.

Et il n'est pas étonnant que l'on s'accorde à voir le ministère de l'Instruction publique vivant et en mouvement, ces jours-ci ; nous ne nous souvenons pas d'avoir jamais entendu les gens parler du ministère de l'Instruction publique, en discuter, en faire un sujet de débat et de controverse, comme ils l'entendent, en parlent, en débattent et le contestent aujourd'hui. Chaque jour paraît quelque nouveauté au ministère ; chaque jour on parle de quelque nouveau projet du ministre — au point que ces développements et ces projets ont touché toutes les branches pédagogiques du ministère, et ont trouvé un écho retentissant, tant dans le public en général que parmi les fonctionnaires, les enseignants et les élèves.

Tout le monde parle donc du ministère de l'Instruction publique, de ce qu'il fait, de ce qu'il veut faire. Il n'est pas étonnant que l'on s'accorde à y voir de la vie et du mouvement, ni qu'on ne s'accorde pas sur le point de savoir si ce mouvement est rapide ou lent. La vérité, c'est que ce mouvement est à la fois très rapide et très lent — et c'est pourquoi nous écrivons aujourd'hui.

Nous voulons attirer l'attention du ministère sur le fait qu'il ferait bien de modérer cette rapidité, et qu'il ferait bien, aussi, de hâter le pas là où il traîne ; car, tout comme celui qui épuise sa monture ne parcourt aucune terre et n'épargne pas non plus le dos de l'animal, celui qui reste immobile ne progresse pas, et celui qui se contente de demeurer sur place n'avance nulle part. Il est juste que le ministère avance — mais avec patience et mesure, avec discernement et sagesse. Il ne nous satisfait pas, pas plus qu'il ne satisfait le ministre de l'Instruction publique, de voir le ministère courir, ou galoper à toute allure, effleurant

les choses sans jamais en avoir la pleine vue, les survolant sans jamais les maîtriser par l'étude et la compréhension. Il ne nous satisfait pas non plus, pas plus qu'il ne satisfait le ministre de l'Instruction publique, que les propos et les débats se multiplient au sujet de ce ministère sans que ces propos et ces débats reposent sur quelque chose de véritablement utile, de véritablement profitable, de véritablement durable, qui ne change ni ne disparaisse au moindre changement de ministre ou à la moindre démission du cabinet. Rien de tout cela ne nous satisfait, pas plus qu'il ne satisfait le ministre.

Ce que nous voulons vraiment, et ce que nous croyons que le ministre veut lui aussi, est tout autre chose que ce mouvement dont on parle tant, et dont nous craignons qu'il ne produise rien de réellement précieux. Nous voulons que soient posées, dans ce ministère, les fondations mêmes de la réforme — des fondations solides, capables de porter tout ce qui s'y bâtira demain. Si l'on examine ce dont le ministère de l'Instruction publique a réellement besoin en fait de réforme, on constate que c'est considérable — considérable au point de dépasser de loin ce qu'un seul ministre pourrait accomplir en un an, ou même en plusieurs années, sans même parler d'un mois ou de plusieurs mois. Il n'est pas une seule branche de notre enseignement qui ne soit plus proche de la ruine que de la santé, et il en va de même des branches administratives liées à ces branches pédagogiques. Nous avons déjà montré, à plusieurs reprises, qu'il n'y a là rien d'étonnant ; nous ne pouvions guère attendre autre chose des Anglais.

Les voies de réforme qui s'offrent au ministère de l'Instruction publique sont donc nombreuses et variées, et il est naturel qu'un ministre actif et sincère les envisage toutes, et cherche à s'atteler à leur réforme dans leur ensemble. Mais il est tout aussi naturel que, s'il agit ainsi, voulant tout réformer à la fois, il finisse par ne réformer rien du tout ; c'est pourquoi nous avons proposé, plus d'une fois, au ministre de l'Instruction publique de se consacrer à un ensemble précis de questions, de les maîtriser entièrement par l'étude et l'examen, puis par la réforme et la réorganisation ; et s'il réussit à faire du bien dans ces questions précises, il aura rendu à son pays le plus grand service qu'un ministre de l'Instruction publique lui ait jamais rendu à ce jour, il aura ouvert à son propre ministère la voie du progrès, et tracé, pour ses successeurs, un véritable plan de réforme.

Nous avons proposé au ministre de l'Instruction publique un ensemble de questions, dont il s'est occupé de certaines ; il semble

n'avoir pas trouvé le temps de s'occuper des autres, bien qu'il semble le vouloir, et qu'il souhaite simplement se libérer d'abord de ce qui l'occupe présentement. Et pourtant, ces questions que le ministre n'a pas encore abordées publiquement pourraient bien être d'une importance plus grave, et avoir un effet plus profond sur l'enseignement et sa réforme, que toutes les autres questions qui occupent aujourd'hui le ministère.

Le proverbe dit qu'on ne récolte pas de raisin sur des épines ; je ne veux pas dire que le ministère de l'Instruction publique n'est qu'épines, mais je veux dire que, si le ministère de l'Instruction publique veut réellement mener l'enseignement au bien, il lui incombe, avant toute chose, d'établir les systèmes, et de constituer les services administratifs, capables de réformer l'enseignement et de le mener véritablement au bien. C'est pourquoi nous ne parvenons pas à comprendre pourquoi le ministère n'a pas réellement songé à harmoniser sa propre administration avec la réforme qu'il vise. Pourquoi n'a-t-il pas songé, par exemple, à créer les différents services pédagogiques indépendants que nous lui avons proposé de créer, véritablement supervisés par des spécialistes ? Pourquoi n'a-t-il pas songé, par exemple, à créer un service réellement efficace pour l'enseignement secondaire, où travailleraient des hommes de métier ayant véritablement étudié ce type d'enseignement, en ayant bien étudié le bon comme le mauvais, capables, après étude et expérience, de conseiller en connaissance de cause, et d'agir avec discernement ? Dites de même du reste des services pédagogiques existants, ou de ceux qui devraient exister au ministère de l'Instruction publique.

Mais l'enseignement secondaire nous préoccupe en particulier aujourd'hui, car notre enseignement secondaire ne saurait être décrit autrement que comme une honte pour l'Égypte — inadapté à ses besoins, inadapté à sa dignité, inadapté à l'intelligence de ses fils et à leur aptitude au savoir, et, plus encore, inadapté à un pays qui veut organiser l'enseignement supérieur, et qui entreprend réellement la création d'une université sur le modèle des grandes universités européennes.

Oui, notre enseignement secondaire est une honte pour l'Égypte, et je m'excuse auprès du ministre de l'Instruction publique et de ses collaborateurs d'employer ce mot si dur ; j'y suis contraint. Ce ne sont pas eux qui ont inventé ce système d'enseignement — ce sont les Anglais qui l'ont inventé. Si l'enseignement secondaire est une honte, le péché en revient à ceux qui l'ont inventé ; mais si nous ne nous hâtons pas nous-mêmes de le réformer, nous risquons de partager avec les Anglais le

péché de cette honte.

Notre enseignement secondaire est une honte, et je ne veux pas entrer dans le détail de cet enseignement ; il suffit de signaler que nous avons des centaines, voire des milliers de détenteurs de notre certificat secondaire qui ignorent absolument comment ils respirent, ou comment ils digèrent ce qu'ils mangent et boivent, qui ignorent absolument, de surcroît, comment penser ou comment mémoriser correctement, et qui sont, en vérité, incapables de tenir une conversation avec un élève sortant tout juste d'une école primaire européenne. Ne croyez pas qu'il y ait là quelque exagération ; soyez assuré, au contraire, que cela reste en deçà de la vérité — très en deçà de la vérité. Il suffit de s'entretenir avec de jeunes Français ou Anglais qui achèvent leur enseignement primaire et entament leur enseignement secondaire pour voir, dans leur maturité, leur vivacité d'esprit, leur capacité de compréhension, et leur familiarité avec une multitude de choses, de quoi faire honte à nos propres jeunes Égyptiens, qui ont pourtant achevé leur enseignement secondaire et abordé l'enseignement supérieur pour se spécialiser en pédagogie, en droit, en médecine, ou en ingénierie.

Je ne sais s'ils trouvent, dans l'enseignement supérieur, ce qu'ils n'ont pas trouvé dans l'enseignement secondaire ; je ne sais si l'on étudie, dans les écoles supérieures, quelque chose des fonctions du corps humain, par exemple, pour qu'ils sachent comment ils respirent et comment ils digèrent — mais je sais qu'il est un mal de renvoyer aux écoles supérieures ce qui devrait être enseigné dans les écoles primaires et secondaires. Nous travaillons en ce moment à organiser un enseignement intermédiaire pour l'Université, et il est bien douloureux de constater, à chaque instant, les diverses formes de faiblesse et de corruption dans l'enseignement secondaire, qui a lui-même besoin d'être réformé, ainsi qu'une réforme de l'enseignement intermédiaire, qui menace de laisser cet enseignement intermédiaire très loin de ce qui conviendrait à des universités. Je crains que notre enseignement intermédiaire ne se réduise à une simple section de notre enseignement secondaire — auquel cas il ne serait nullement, comme on dit, « un pas en avant » pour l'enseignement.

Oui, « notre enseignement secondaire est une honte » — et comment n'en serait-il pas une, quand j'ai un jour demandé à un candidat au certificat secondaire où se trouvait Athènes, et qu'il m'a assuré qu'elle se trouvait en Sicile ? Ne parlons même pas de l'histoire, et de l'histoire de l'Égypte en particulier, ni de la langue arabe et de sa littérature, ni des

langues étrangères et de leurs littératures, ni des sciences sous leurs diverses formes — car tout ce que nos écoles secondaires en retiennent se réduit à quelques mots que la mémoire conserve, sans jamais atteindre l'esprit pour le développer, ni le cœur pour l'animer.

Nos écoles secondaires sont des ateliers où l'on entraîne les élèves à réciter par cœur un ensemble de leçons pour un temps donné ; ce temps une fois écoulé, ils oublient ce qu'ils avaient appris par cœur, et il ne leur en reste que la vanité — car ils croient avoir appris, s'être élevés, avoir surpassé les autres, et ils se comportent en érudits accomplis et supérieurs. Ils sont donc, tout simplement, vaniteux d'eux-mêmes, et trompés sur eux-mêmes — ni plus ni moins. Si vous vouliez vraiment les examiner — examiner leur esprit, leur cœur, leurs facultés pratiques —, vous n'y trouveriez rien du tout... Demandez aux directeurs et aux professeurs des écoles supérieures, demandez aux chefs de bureaux du gouvernement, demandez aux pères, demandez aux amis : vous constaterez que nous ne vous avons pas trompé, ni exagéré en décrivant le triste état de l'enseignement secondaire — nous sommes, au contraire, restés bien en deçà de la réalité.

Comment donc pourrions-nous supporter plus longtemps un tel état de choses ? Comment pourrions-nous nous soucier de créer des écoles secondaires, d'élargir leur portée, de multiplier leurs élèves, de diversifier leurs examens, sans nous soucier, avant toute chose, de réformer ces écoles elles-mêmes ? Que vaut-il mieux : avoir peu d'écoles secondaires, dont les résultats soient précieux, utiles, et dignes de notre honneur, ou avoir de nombreuses écoles, dont les résultats soient médiocres et honteux ? Que vaut-il mieux : avoir mille élèves ayant achevé leurs études secondaires, l'esprit ouvert à la vie, la comprenant et sachant la concevoir correctement, le caractère affiné, le cœur adouci, prêts à affronter tout ce que la vie recèle de bien et de mal, et à faire face à ce qu'elle offre de facile et de difficile — ou avoir des milliers de détenteurs du certificat secondaire, dont le seul mérite soit d'être vaniteux d'eux-mêmes, trompés sur eux-mêmes, ignorant tout de leurs propres affaires, et ignorant tout de la vie qui les entoure ?

Voyez-vous maintenant en quoi le ministère de l'Instruction publique est à la fois trop rapide et trop lent ? Trop rapide, lorsqu'il déploie tous les efforts et toutes les forces dont il dispose pour multiplier le nombre des écoles secondaires, élargir leur portée, et y entasser des centaines et des milliers d'élèves ; trop lent, lorsqu'il ne se soucie pas, dès à présent, d'appeler des spécialistes européens pour l'aider et le conseiller dans la

réforme de cet enseignement secondaire, afin que nos écoles secondaires deviennent enfin de véritables instituts destinés à cultiver les facultés et les esprits, et non des instruments propres à les défigurer et à les corrompre.

Le ministère de l'Instruction publique peut être excusé pour sa précipitation : les gens désireux d'être instruits sont nombreux, et il ne peut leur fermer les portes des écoles, ni demeurer impuissant devant ces nombreuses familles qui veulent préserver leurs fils de l'ignorance. Il est donc contraint de créer des écoles, d'élargir leur portée, d'y accueillir des centaines d'élèves, et il est contraint, également, de donner aux gens ce qu'il a à leur donner. Le ministre de l'Instruction publique n'a pas en main cette baguette magique capable de toucher les écoles pour transformer aussitôt leur corruption en santé, leur déclin en progrès. Mais le ministère de l'Instruction publique ne peut être excusé pour sa lenteur ; il est bien des choses que nous parviendrions plus facilement à comprendre que les raisons qui empêchent le ministère de l'Instruction publique de s'atteler réellement, dès aujourd'hui, ou demain, ou après-demain au plus tard, à la réforme de l'enseignement secondaire, et à l'appel de spécialistes capables de mener cette réforme.

Nous ne parvenons pas à comprendre ces raisons : le ministère de l'Instruction publique est lui-même convaincu de la corruption de l'enseignement secondaire ; le ministre de l'Instruction publique est lui-même convaincu de la nécessité d'entreprendre la réforme de l'enseignement secondaire ; et cette réforme ne devrait pas, en elle-même, coûter au gouvernement plus qu'il ne peut actuellement supporter, puisqu'il s'écoulera au moins une année de recherche et de réflexion avant que ne commence la mise en œuvre proprement dite, laquelle exigera des dépenses réelles — laissant ainsi au gouvernement tout le délai nécessaire pour réunir les fonds requis. Que le ministre de l'Instruction publique entreprenne donc la réforme de l'enseignement secondaire, et qu'il suive cette même voie pour réformer les diverses autres branches de l'enseignement. Le sens de tout cela est clair et manifeste : si le ministre de l'Instruction publique veut véritablement réformer son propre ministère, il doit y créer des services indépendants, supervisés par des Égyptiens, mais conseillés, en leur sein, par des spécialistes venus d'Europe.